

économies déjà limitées des Canadiens, pour payer les dépenses excessives du secteur public. Il n'est pas étonnant, alors, que les dividendes versés à des non-résidents aient plus que doublé, passant de 4,3 milliards de dollars au premier trimestre à 10,5 milliards au deuxième trimestre, ce qui aggrave encore notre problème d'endettement à l'étranger.

Plus grave encore, les dépenses immodérées du gouvernement ces six dernières années ont servi à surstimuler une économie déjà surchauffée, du moins dans le centre du Canada. C'est là la politique financière d'un gouvernement totalement obnubilé par les taux d'intérêt.

Par ailleurs, l'effet inflationniste des hausses de taxes promulguées par le gouvernement a aussi nui à l'économie. En outre, ces augmentations de taxes ainsi que les salaires réels payés au Canada expliquent pourquoi les travailleurs de notre pays ont reculé face à la hausse du coût de la vie, ce qui les a récemment poussés, tant ceux du secteur privé que ceux du public, à demander des augmentations de salaires supérieures. L'entrée en vigueur de la TPS ne fera qu'aggraver la situation. Les négociations salariales ont abouti à des règlements où les majorations dépassent les gains de productivité, ce qui fait augmenter les coûts de production et détruit la compétitivité nationale.

Ironiquement, le gouvernement se retrouve donc à combattre les pressions inflationnistes que, dans une large mesure, il a lui-même créées. Comme je l'ai déjà signalé, pour atteindre ses objectifs, il n'utilise pas d'autre instrument que celui, brutal, des taux d'intérêt élevés.

Dans la situation actuelle, la politique monétaire ne peut à elle seule libérer l'économie des pressions inflationnistes. À bien des égards, elle peut même aggraver les problèmes contre lesquels les Canadiens se débattent.

Je répète que, essentiellement, ce qui contrecarre les efforts du gouvernement pour freiner l'inflation, c'est la dette nationale. Chaque fois que les taux d'intérêt montent, le gouvernement doit dépenser davantage pour le service de la dette publique, et il doit hausser les impôts pour financer ses autres dépenses. En un mot, la politique monétaire et la politique fiscale étant inséparables, le gouvernement est pris dans un cercle vicieux d'où il ne semble pas pouvoir se sortir.

Les crédits

Il vaut la peine de se demander si les moyens employés dans la politique monétaire du gouvernement, soit le loyer élevé de l'argent, servent les fins visées: supposément la croissance économique, le bien-être économique et les emplois des Canadiens. La guerre contre l'inflation a pour but d'assurer la stabilité des prix, qui à son tour favorise la santé de l'économie à long terme.

Il est pourtant évident que l'économie canadienne languit. Nous sommes en période de récession. La politique monétaire est inéquitable envers les régions. Ce qu'on appelle par euphémisme ralentir l'économie ou éliminer la surchauffe revient en réalité à opter pour la croissance lente et, ce qui est plus grave, pour le chômage.

La politique des taux d'intérêt élevés nuit aux exportations du Canada. Les taux d'intérêt élevés contribuent également à hausser artificiellement le niveau de notre devise en causant une augmentation de la demande de dollars canadiens à des fins d'investissement au Canada sous forme de transactions à court terme.

Il importe que nous comprenions quels sont les effets d'une politique inflationniste. Les taux d'intérêt élevés ont fait augmenter le niveau des dépenses publiques. Notre productivité et notre compétitivité sont menacées, et notre économie entre en phase de récession.

En fait, si le problème réside dans le fait que la consommation dépasse la croissance, il est temps que le gouvernement se rende compte que, pour le régler, il ne s'agit pas de freiner ou de restreindre la demande, ce qui est le but de tout organisme de surveillance, mais bien d'accroître notre productivité nationale. Les taux d'intérêt élevés ne nous aideront certes pas à atteindre ce but. Au contraire, il faudrait réduire ces taux. Nous devons diminuer les coûts au Canada si nous voulons affronter la concurrence internationale.

Nous devons envisager des moyens d'accroître la mobilité de notre main-d'oeuvre. Nous devons trouver bien d'autres moyens d'accroître la productivité de la main-d'oeuvre, par exemple, grâce à l'éducation, à la sécurité sociale ou au perfectionnement des ressources humaines. Ce faisant, nous créerons un climat qui rendra inutile le dépôt à la Chambre de motions comme celle que j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui.

• (1140)

M. Mac Harb (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, je tiens d'abord à féliciter le député de son excellent